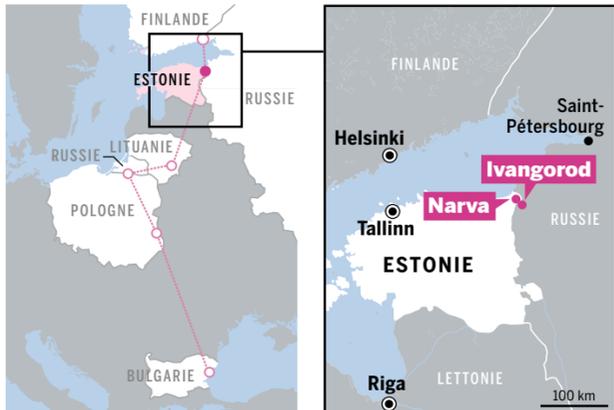


A l'est, du nouveau 2/6

Voyage le long de la frontière orientale de l'Union européenne. Aujourd'hui, l'Estonie

Les frontières invisibles de Narva



Narva (Estonie)
Envoyé spécial

A Narva, il y a une frontière au cœur de la cité et des barrières autour des mots. La séparation physique passe par la place principale de la troisième ville d'Estonie, à l'extrême est du pays. Au-delà du poste de douanes, une rue grillagée s'incline vers un pont. De l'autre côté du fleuve, on distingue tous les détails de la bourgade russe d'Ivangorod. De ce côté du cours d'eau, on se tient dans une ville de l'Union européenne, mais presque aussi russe que sa voisine. A Narva, 98% des 62 000 habitants sont russopho-

nes, dont un tiers de citoyens russes. La seconde guerre mondiale a détruit le magnifique centre baroque au pied de la forteresse et coupé la ville en deux, de part et d'autre du fleuve. Staline a empêché le retour des réfugiés estoniens qui avaient fui les combats. Depuis cette époque, Narva ne parle presque plus qu'une seule langue, le russe.

Ces derniers mois, cette proportion de russophones, unique dans l'Union européenne, a valu à la cité de nombreuses visites de journalistes et des commentaires sur les risques de voir cette « potentielle nouvelle Crimée » investie par les forces de Poutine ou séparée du



Le pont joignant Narva, en Estonie, à la ville d'Ivangorod, en Russie. OLGA KRAVETS/SALTIMAGES.RU POUR « LE MONDE »

reste de l'Estonie par sa majorité russophone. Lorsqu'il s'agit de réfuter ces analyses exagérément alarmistes, aucune frontière ne sépare les arguments des citoyens de Narva. « C'est une vaste blague, dit Vladimir Petrov, le colosse qui préside l'association des citoyens russes de Narva. Une invention tout juste bonne à énerver les nationalistes estoniens. » « Ici, tout le monde, quelle que soit sa nationalité, a pris goût aux avantages de l'Union européenne, explique le maire Eduard East. Personne n'a envie de basculer du côté russe. »

Mais une fois ces généralités traversées, des limites très précises apparaissent dans les paroles des

gens de Narva. Comme s'ils n'étaient pas très sûrs que la violence est totalement exclue, tous préfèrent rester bien en deçà des zones où les mots risquent de s'entrechoquer. « J'ai décidé de ne plus parler de politique, c'est bien mieux comme ça », dit Denis Tsertov, un professeur d'anglais qui a opté pour la nationalité estonienne. « Je n'ai presque que des amis russes, mais je ne leur demande jamais quelle est leur citoyenneté, cela pourrait devenir compliqué et conflictuel », explique le serveur Lirill Pihelgas, membre de la minuscule minorité estonienne de la ville. Et lorsqu'il s'agit de justifier leur changement de nationalité, tous répondent invariablement, « pour raison personnelle », sans jamais s'aventurer au-delà de cette démarcation.

A Narva cohabitent donc, sans jamais vraiment en parler, des détenteurs de passeports estoniens (29 000 personnes), russes (23 000) ou gris (9 000), cette couleur étant dévolue aux « aliens », ces non-citoyens qui n'ont choisi aucune appartenance et jouent de cet entre-deux pour circuler sans visa en Russie et dans l'Union européenne. « Ces aliens, c'est vraiment difficile de savoir ce qu'ils veulent, maugrée Vladimir Petrov, le seul à ne pas brider ses paroles. Ils se plaignent de l'Estonie mais ils ne choisissent pas la Russie. Ils me font penser à une secte : ils aiment trop leur différence. »

A l'intérieur même des foyers, les changements de nationalité peuvent être sujets à tiraillements. Denis Tsertov, le professeur d'anglais, connaît des familles de passeports gris où les parents « dénigrent sans cesse l'Estonie, tout en y vivant, pour dissuader leurs enfants de changer de sta-

A Narva cohabitent des détenteurs de passeports estoniens, russes ou gris, cette couleur étant dévolue aux « aliens »

tut ». Lui-même, fils d'un couple d'aliens qui ne parlent pas un mot d'estonien, a choisi de passer les examens de langue et de culture générale qui rebutent tant de russophones parce qu'ils inversent la description de l'URSS de libérateur en occupant. Sa sœur a reçu automatiquement la même nationalité, en raison d'une maladie grave. « Mais elle n'en est pas contente, parce qu'elle veut s'installer en Russie. C'est ce que j'ai compris, mais comme nous ne sommes pas d'accord, nous n'en parlons pas. »

A l'hôtel de ville, le maire et le vice-maire reçoivent ensemble, comme pour mieux contrôler les mots de l'autre. Le premier, Eduard East, est membre de la minorité estonienne, mais assure

que sa nationalité n'a joué aucun rôle dans sa désignation. Le second, Maksim Volkov a opté récemment pour la citoyenneté estonienne « pour raisons personnelles ». L'un et l'autre se rejoignent sur la volonté de transformer la déchirure qui traverse la ville en atout commercial. « La frontière n'est plus notre problème, c'est notre perspective », disent-ils. De fait, déjà, les Russes de la région de Saint-Petersbourg, à 180 km de là, ont acheté nombre des résidences qui bordent le littoral de la Baltique, au nord de la ville. Bientôt, le développement du port voisin permettra d'amplifier l'essor des échanges avec la Russie. Ces recettes devraient permettre de sortir la région de son marasme économique et d'abaisser son taux de chômage.

Entre les deux hommes, les barrières du langage se referment toutefois lorsqu'il s'agit d'évoquer la mesure européenne la plus sujette à controverses, en ville : la décision d'imposer 60% de l'enseignement scolaire dans la langue nationale, au grand dam de la plupart des parents russophones. « C'est un sujet chaud, dit Maksim Volkov, mais on en discute avec toutes les parties concernées. C'est comme cela qu'on règle les problèmes dans un pays civilisé, non ? » Tant que les mots seront aussi bien gardés, Narva ne ressemblera pas à une nouvelle Crimée. ■

JÉRÔME FENOGLIO

FUTURA POLIS

15 > 17 MAI 2014

LE FORUM DES INNOVATIONS

TOULOUSE

CENTRE DE CONGRÈS PIERRE-BAUDIS

Programme et inscription gratuite sur FUTURAPOLIS.fr

Présenté par **Le Point** avec **toulouse métropole** et **REGION MIDI-PYRÉNÉES**

PHILIPS

TOTAL

EDF

KAUFMAN & BROAD

CNRS

Inserm

Université de Toulouse

Université de Toulouse

CE2

CNES

tbs

ENISA

TOULÉCO

Frankfurter Allgemeine

LA DÉPÊCHE

arte

inter

L'UE élargit ses sanctions contre la Russie

Les Etats sont en désaccord sur un éventuel troisième volet de sanctions

Bruxelles
Bureau européen

A la veille d'une visite à la Commission de Bruxelles du premier ministre ukrainien, Arseni Iatseniouk, et de ses principaux ministres, les Vingt-Huit ont timidement étendu leurs sanctions contre la Russie, lundi 12 mai, en ajoutant treize noms de personnalités et deux sociétés à leur liste. Soixante et une personnes, russes ou prorusses, sont désormais interdites de visa et voient leurs avoirs en Europe gelés. Parmi les noms ajoutés, on trouve celui de Natalia Poklonskaya, la procureure de Crimée, et celui de Viacheslav Ponomarov, le maire autoproclamé de Slaviansk. Des chefs de groupes séparatistes sont également visés, ainsi que des responsables administratifs, politiques et militaires russes qui ont favorisé l'annexion.

L'entourage du président Vladimir Poutine n'est pas directement ciblé, pas plus que de grandes sociétés russes. Plus prudente que les Etats-Unis – ou forcée de l'être, compte tenu de sa dépendance énergétique et de l'ampleur de ses relations financières et

commerciales avec Moscou –, l'Union se contente de désigner deux sociétés de Crimée, Feodosia et Chernomorneftegaz. De son côté, Washington a gelé les avoirs de dix-sept grandes entreprises et de sept proches du président.

Désaccords

Les Etats sont en désaccord sur la portée possible d'un troisième volet de sanctions. La France, le Royaume-Uni, la Pologne y sont favorables ; les pays méditerranéens, l'Autriche et la Bulgarie se montrent hostiles. L'Allemagne tient des propos fermes, mais mesure quotidiennement l'importance de ses échanges avec la Russie. Le ministre des affaires étrangères luxembourgeois Jean Asselborn ajoute, quant à lui : « Avec trop de sanctions, on tue l'espoir diplomatique. »

Officiellement, l'UE continue en effet à croire en la possibilité d'une issue négociée. Mais, incapable de la trouver, elle se réjouit que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ait pris l'initiative d'une tentative de négociation, parallèle au déploiement de ses observateurs dans le pays. Un « médiateur », l'ambassadeur alle-

mand Wolfgang Ischinger, a été désigné, un « groupe de pilotage » sera constitué pour favoriser « un vaste dialogue national », un désarmement général et une issue non violente. Des dirigeants séparatistes, ou russes, pourraient-ils prendre part à ces éventuelles discussions ? « La Russie aussi a intérêt à ce qu'elles aient lieu, mais tout devra se faire avec l'accord de Kiev », explique M. Asselborn.

Une source, anonyme, résume ce que les Vingt-Huit réclament à M. Poutine : un retrait effectif de ses troupes ; la non-reconnaissance du référendum d'indépendance ; l'absence de soutien aux séparatistes et d'entrave à l'élection du 25 mai ; un accord sur l'énergie.

Lundi, Moscou a répliqué en prônant le respect de « l'expression de la volonté des populations de l'Est » et a annoncé la fermeture du robinet de gaz, le 3 juin, si Kiev ne règle pas à l'avance sa facture. Quant à l'éventualité de nouveaux pourparlers internationaux, le ministre des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a estimé qu'ils n'étaient pas utiles s'ils n'impliquaient pas des responsables de l'est de l'Ukraine. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS